

**BUREAUX**  
 ROUBAIX. — 60-71, Grande-Rue. Tél. 227.23, 227.23 et 227.24.  
 TOURCOING. — 22, rue Carnot. Tél. 37.  
 LILLE. — 2, rue Faidherbe. Tél. 539.31.  
 PARIS. — 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provence, 71.24.  
 MOUScron. — 105, rue de la Station. Tél. 5.44.

**ANCIENS DIRECTEURS :**  
 Jean Reboux  
 Alfred Reboux  
 Madame Alfred Reboux

# Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre !

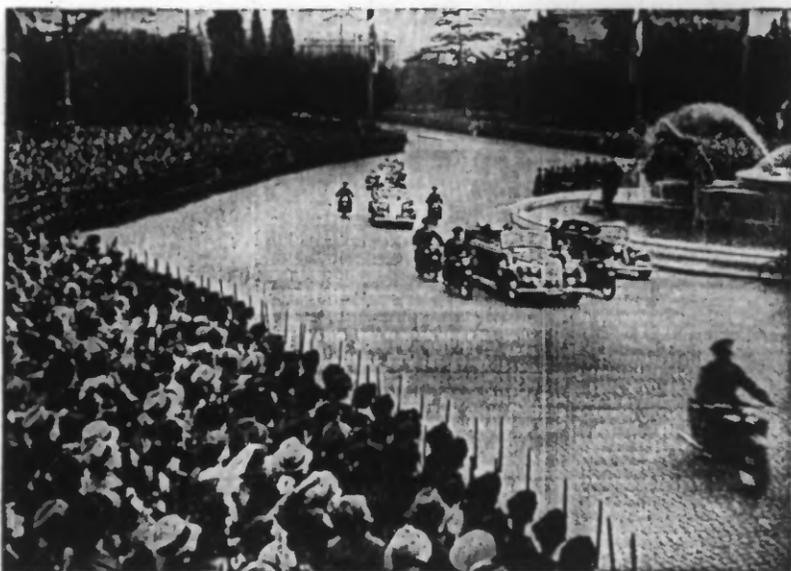
De bons produits, une bonne publicité dans les journaux, font des maisons prospères et des clients satisfaits.

La troisième journée des ministres britanniques à Rome

## « ECHANGE D'IDÉES AMPLE ET FRANG »

tel est, d'après le communiqué officiel, le résultat des entretiens anglo-italiens

### AU VATICAN, cordiale conversation entre le Saint Père M. Chamberlain et lord Halifax



Le cortège officiel dans les rues de Rome.

(Ph. Keystone.)

**LE DUCE n'aurait renoncé à aucune de ses prétentions vis-à-vis de la France. Il cherchera à s'appuyer sur l'axe Rome-Berlin pour les réaliser.**

**EN ANGLETERRE, l'opinion unanime approuve M. Chamberlain d'avoir maintenu l'attitude prévue avec le gouvernement français.**

**Les ministres britanniques, ont dîné, vendredi soir, avec M. Mussolini, à l'ambassade d'Angleterre,**

**M. CHAMBERLAIN QUITTE ROME CE MATIN**

## La mort du colonel RAYNAL

rappelle un des plus héroïques épisodes de la grande guerre : la défense du fort de VAUX par une poignée d'hommes



(Ph. France-Press.)  
LE COLONEL RAYNAL

Paris, 13 janvier. — On annonce la mort du colonel Raynal, célèbre pour avoir, étant commandant, défendu héroïquement le fort de Vaux, pendant la grande guerre. Le colonel est décédé vendredi à 2 heures du matin, à la suite d'une crise cardiaque, sans avoir souffert ni proféré un mot.

(Lire la suite page 2.)

### DEVANT LA JUSTICE

**Une demande en dissolution du Parti communiste**

introduite par l'Association de défense de la nation

**Le procès sera jugé par le Tribunal civil de la Seine**

Paris, 13 janvier. — L'Association de défense de la nation dont le siège est à Paris, a introduit, devant le tribunal civil de la Seine une demande en dissolution du parti communiste en France.

Vendredi matin à 9 h. 30, devant la justice de paix du 9<sup>e</sup> arrondissement, s'est déroulée la première phase de la procédure. Une citation en conciliation avait été délivrée, à la requête de l'Association de défense de la nation, aux avocats du parti communiste. Ceux-ci ne se sont pas présentés et, seuls, les avocats de l'Association qui a engagé le procès, M<sup>rs</sup> Montigny et de Richemond, étaient présents.

La tentative de conciliation ayant échoué, il appartiendra au tribunal civil de la Seine de juger le procès.

(Lire la suite page 2.)

## UNE GRANDE VOIX FRANÇAISE PARLE A BRUXELLES

### LE CARDINAL GERLIER définit le message de l'Eglise

Le Roi, l'épiscopat, le gouvernement, l'élite intellectuelle et ouvrière de la nation font un inoubliable accueil à l'archevêque de Lyon.



(Ph. France-Press.)  
Mgr GERLIER

### ET LE ROI

donne le signal des applaudissements qui acclament le rappel éloquent fait par l'éminent orateur de « la nécessité pour le monde d'une mystique qui l'élevé plus haut que la matière. »

**LE SOUVERAIN REÇOIT LE PRIMATE DES GAULES**

(Lire nos informations page 3.)

## LA POLITIQUE

### A la Chambre, premiers engagements sur la politique extérieure du gouvernement

**AVEC MM. JEAN MONTIGNY, DE KÉRILLIS, GRAT ET LE PORTE-PAROLE COMMUNISTE**

La séance est ouverte à 15 h., sous la présidence de M. Hippolyte Duclos, vice-président. Au banc du gouvernement, M. G. Bonnet. Les députés ne sont pas venus nombreux pour le début de la discussion des interpellations sur la politique extérieure du gouvernement, qui figure à l'ordre du jour.

M. Jean Montigny (Sarthe) des radicaux indépendants, monte le premier à la tribune pour développer son interpellation sur la nécessité de mettre au point les engagements contractés par la France, vis-à-vis de certains Etats de l'Europe centrale, dans le cadre du pacte de la S.D.N. et par application de l'art. 16 du pacte.

### M. JEAN MONTIGNY

regrette la lenteur de construction des avions, il s'élève contre toute ingérence étrangère. Il estime qu'il faudra un jour traiter avec sang-froid le problème franco-italien, en se souvenant même d'un certain coup de téléphone en septembre dernier. Il voudrait que la France ait un ambassadeur à Burgos.

M. Montigny regrette que la France mette beaucoup plus de temps à construire ses avions et ses chars de combat que l'Allemagne et l'Italie. Il regrette encore notre défiance de l'armée de l'air. Il convient dès lors d'intensifier notre production industrielle.

M. Montigny se réjouit de l'échec de la grève générale ainsi que de la stabilité gouvernementale.

« Voilà des actes, dit-il, aux yeux de l'étranger; il faut que celui-ci sache se rendre compte de notre force. (Appl. à droite et au centre).  
 Si la production diminue, si la lutte des classes est exacerbée, n'est-ce pas courir à la catastrophe. (Appl. dr et cent.). Il faut aborder avec courage les difficultés. L'état difficile de nos relations actuelles avec l'Italie pose un problème. Le gouvernement doit se prononcer contre toutes les ingérences étrangères, italiennes ou autres. Il doit contrôler les activités politiques des étrangers, notamment celle de la presse italienne en France.

M. Montigny estime cependant qu'il faudra un jour, quand le calme sera revenu, examiner avec sang-froid le problème, et tenir compte des accords de 1915, de 1935 et même d'un certain coup de téléphone en septembre dernier, qui a servi la paix.

En ce qui concerne l'Espagne, l'orateur voudrait que la France ait un ambassadeur à Burgos et insiste, à ce sujet, sur le fait que la France a besoin pour son moment des pyrénées de l'Espagne nationale.

M. Montigny en arrive aux relations franco-allemandes et affirme que les Munichois n'accepteront jamais une hégémonie de l'Allemagne qui serait une vassalisation de la France. (Applaudissements à droite et au centre).

L'orateur souhaite que le bloc des empires de Grande-Bretagne et de France puisse s'appuyer sur une Belgique amie, sur une Espagne neutre, sur les Etats-Unis amis et, peut-être sur l'Italie de 1915 et de 1935. Il voudrait que l'on expérimente les obligations de la France envers certains Etats.

(Lire la suite page 2.)

## UN MONUMENT NATIONAL A GEORGE V



(Ph. Keystone.)  
La maquette du monument qui sera érigé face au Parlement britannique.

## LA HONGRIE va adhérer au pacte anti-communiste

Budapest, 13 janvier. — Dans un discours, le comte Csaky, ministre des Affaires étrangères de Hongrie, a annoncé la prochaine adhésion de la Hongrie au pacte anti-communiste.

### ROME, 13 JANVIER

(DE L'AGENCE HAVAS)

Après avoir annoncé ces derniers jours qu'on attendait les plus grands résultats positifs de la visite du ministre anglais, la presse fasciste présente vendredi, le voyage de M. Chamberlain et Halifax, comme une simple prise de contact entre les dirigeants des empires italien et britannique.

Cette note générale est particulièrement donnée par le « Popolo d'Italia », dont on sait les attaches avec le chef du gouvernement italien.

« La signification de la rencontre romaine, écrit ce journal, réside avant tout dans cette prise de contact directe entre les deux empires sur un plan d'égalité. »

« La sagesse de la méthode de M. Chamberlain, continue le journal, est d'avoir reconnu que l'empire italien est « une force » dont tout le monde doit tenir compte en Europe et hors d'Europe. Toutes les tentatives pour ne pas reconnaître cette force « n'ont pu réussir et doivent nécessairement échouer. »

En conclusion, le « Popolo d'Italia » écrit : « En ces jours, on a donc eu des prises de contact sur des bases nouvelles entre deux empires et à travers les loyales et claires manifestations de Berlin, la confirmation de la féconde vitalité de l'axe, système puissant et indestructible de la défense d'une nouvelle paix basée sur la justice. »

Il est, d'ailleurs, à remarquer que la note de la « Correspondance politique et diplomatique de Berlin » a été présentée par la « presse italienne avec le plus

grand relief comme constituant un des dessous principaux de la partie italo-britannique qui se joue à Rome.

### La réception au Vatican

Cité du Vatican, 13 janvier. — Pie XI a reçu vendredi en audience particulière M. Chamberlain et lord Halifax.

Les ministres britanniques sont arrivés au Vatican à 11 h. 55. Sur la place Saint-Pierre, une foule de curieux stationnait aux abords de l'Arc des Cloches par où le cortège présidentiel a pénétré dans la cité. Un soleil radieux faisait oublier le temps maussade de ces jours derniers. M. Chamberlain ne s'était cependant pas séparé de son parapluie.

En arrivant dans la salle Clémentine, les ministres britanniques ont été salués par un formidable « hourrah » poussé par plusieurs centaines d'évêques des séminaires anglais de Rome. M. Chamberlain et lord Halifax ont été ensuite solennellement introduits auprès du Pape, qui les attendait dans sa bibliothèque privée.

A la conversation à laquelle assistaient seulement les deux ministres anglais et M. Osborne, ministre de Grande-Bretagne près le Saint-Siège, le pape a lu en italien une brève allocution que M. Osborne a traduite aussitôt en anglais, puis M. Chamberlain a lu à son tour sa réponse, à la suite de quoi la conversation s'est engagée très cordiale.

Sur cette entrevue, l'« Osservatore Romano » publie la note officielle suivante :

(Lire la suite page 2.)

## Le chancelier du Reich a reçu les vœux du corps diplomatique



M. HITLER en conversation avec M. COULONDRE ambassadeur de France, dans les salons de la nouvelle chancellerie.

### BILLET PARISIEN

## « Munichois » contre « anti-Munichois »

PARIS, 13 JANVIER (Minuit).

La Chambre a abordé vendredi après-midi le grand débat qu'elle consacre à la politique extérieure. De ce débat, jaillira-t-il beaucoup de lumière ? On voudrait le croire, mais il faut bien reconnaître que les faits exposés en cette première séance à la tribune de la Chambre sont connus de tous les esprits quelque peu informés. C'est l'interprétation de ces faits qui donne lieu à des prises de position et à des controverses. Au fond, l'opinion française reste divisée, non pas sur la nécessité de défendre l'intégrité de l'empire français, car sur ce point la France est heureusement unanime, mais sur la portée des accords de Munich — prolongés par l'accord franco-allemand de Paris — et sur les suites à leur donner.

La douloureuse crise de conscience dont parlait naguère M. Daladier qui avouait en avoir souffert lui-même, n'est pas encore calmée. Elle oppose chaque Français à lui-même et oppose en même temps des Français à d'autres Français.

Hâtons-nous d'ajouter que cette lutte psychologique a un caractère loyal, comme il sied à une controverse d'idées; elle n'est pas faussée par la démagogie et la fièvre électorale, aussi se poursuit-elle en dehors des limites de partis. C'est

ainsi que M. Montigny, radical indépendant, qui préconise une entente de plus en plus étroite avec les puissances totalitaires, fut soutenu par la droite et le centre tandis que M. de Kérillis, bien que siégeant sur les bancs de la droite fut applaudi par la gauche et l'extrême-gauche. La Chambre sans distinction d'étiquette, se divise donc dans ce débat en « munichois » et « anti-munichois ».

Mais, du débat lui-même, il nous a semblé que se dégageait ce que l'on appelait jadis le tiers-parti, c'est-à-dire une opinion moyenne qui se refuse à systématiser et à généraliser, mais qui n'est pas sans ouvrir les yeux aux dangers que certains orateurs, et notamment le député de Neuilly, ont dénoncés. Cette opinion moyenne pourrait bien être celle de la majorité des Français. La masse de nos compatriotes a brusquement pris conscience, en septembre dernier, de l'imminence d'un péril qu'elle croyait encore éloigné. Les accords de Munich l'ont ensuite rassurée plus peut-être qu'il n'eût fallu pour la sécurité et la concorde françaises. Maintenant, tirant les leçons de plusieurs faits, notamment des attaques dirigées contre sa dignité de peuple libre, la France s'aperçoit que l'avalanche reste suspendue au-dessus de sa tête, qu'elle peut dévaler au premier signal. Elle reste attachée au principe des négociations qui a prévalu à Munich, mais si elle admet le principe, elle ne veut plus d'une méthode qui ressemble étrangement à de l'intimidation, car elle comprend que d'intimidation en intimidation on irait tout droit à la guerre qu'il s'agit précisément d'éviter.

Et c'est pourquoi elle supplie ses dirigeants de manifester de la fierté française, tout en gardant les yeux ouverts.

René ROUSSEAU

### LA GUERRE D'ESPAGNE

## LES NATIONALISTES ont pris et dépassé Tortosa

Les républicains se replieraient sur une ligne défensive permettant de protéger Tarragone

(Lire nos informations page 3.)